

LA LETTRE

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 53 - juin 2008 - 4,50 €



Les musées de la **Résistance**,
de la **Déportation** et de la
Seconde Guerre mondiale

LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE COMMÉMORE LE 27 MAI 1943

Le 27 mai dernier, pour commémorer le 65^e anniversaire de la séance constitutive du Conseil National de la Résistance, M. Pierre Sudreau, président de la Fondation de la Résistance, a présidé pour la première fois, une cérémonie au monument Jean Moulin, œuvre du sculpteur Georges Jeanalos, situé en bas des Champs-Élysées (photo 1). Ce monument, commande de l'État, fut érigé en 1984 mais n'a pas connu d'inauguration officielle. C'est sans doute la raison pour laquelle, outre sa situation qui fait qu'il est difficilement visible par les passants, rares sont les commémorations l'ayant pour cadre. Aussi, la Fondation a-t-elle décidé d'organiser, en ce lieu, chaque année, une commémoration très sobre, marquée uniquement par un dépôt de gerbe qui précédera désormais la cérémonie traditionnelle sous l'Arc de Triomphe. Cette année, une délégation de l'ANACR s'était jointe à la Fondation en déposant également une gerbe.

Le président Pierre Sudreau s'est donc ensuite rendu sous l'Arc de Triomphe pour présider la cérémonie quotidienne du ravivage de la Flamme sur la tombe du soldat inconnu (photo 2).

Cette année, l'association pour la Mémoire de 1 200 résistants emprisonnés à Eysses déportés



Photo Georges Bouillier/SNAPP reportages.



Photo Marc Fieletin

à Dachau et l'Amicale des anciens élèves de l'école Massillon s'étaient associées à la cérémonie à laquelle la Fondation de la Résistance avait invité la ville de Châlons-en-Champagne représentée par son maire M. Bruno Bourg-Broc.

M. Bruno Bourg-Broc, accompagné d'une délégation de plus de 60 membres d'associations anciens combattants et porte-drapeaux, de 50 musiciens des harmonies de Châlons-en-Champagne, ainsi que de 50 élèves des écoles élémentaires de la Croix Dampierre et du Mau de cette même commune, a pu ainsi partager ce moment de recueillement avec les membres du conseil d'administration de la Fondation.

Parmi les personnalités entourant M. Pierre Sudreau, et le général Jean Combette, président du comité de la Flamme sous l'Arc de Triomphe lors de cette cérémonie on notait notamment la présence du D^r Pierre Morel, président du CAR; de M. Louis Cortot, compagnon de la Libération; du sous-préfet Frédéric Lacave, chef de cabinet du préfet de la région Île-de-France et de M. Rémy Enfrun, directeur général de l'ONAC.

Lors de cette cérémonie, ont été présentés les drapeaux confiés à la Fondation par les associations issues de la Résistance au moment de leur dissolution. ●

FM

NOUVELLES D'ARCHIVES

Dans cette rubrique, nous vous présentons les fonds concernant la Seconde Guerre mondiale récemment versés aux Archives nationales et au Service historique de la Défense qu'ils l'aient été ou non à la suite des actions de sensibilisation de la « commissions archives »⁽¹⁾. Cette rubrique vous informera aussi des fonds rendus accessibles après travail de classement et d'inventaire. Par ailleurs, l'ensemble des résultats de la campagne nationale de sauvegarde d'archives privées de la Résistance et de la Déportation est téléchargeable depuis la rubrique « Musées et centres d'archives » du site Internet de la Fondation : www.fondationresistance.org.

Depuis l'année 2000, la Fondation de la Résistance, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, le ministère de la Culture (direction des Archives de France) et le ministère de la Défense (direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives) se sont associés pour créer la « commission archives ».

En septembre 2001, cette commission a lancé une grande campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation en sensibilisant leurs éventuels détenteurs par l'intermédiaire du *Guide du détenteur d'archives de la Résistance et la Déportation*⁽²⁾.

Ce guide présente les axes de la campagne de sauvetage, les raisons pour lesquelles il faut agir vite pour préserver ces différents types d'archives et la manière de les transmettre.

Depuis l'automne 2002, la « commission archives » organise des réunions de sensibilisation en partenariat avec les archives départementales et les services départementaux de l'ONAC. Ainsi, à l'échelon départemental, les membres de la « commission archives » font une présentation enrichie et pédagogique du contenu du *Guide* s'appuyant sur la projection de pièces d'archives et répondent aux questions que peuvent se poser les détenteurs d'archives⁽³⁾.

Enfin, grâce à l'exposition « Ensemble, sauvegardons les archives privées de la Résistance et de la Déportation »⁽²⁾, inaugurée en 2004 la « commission archives » mène une action de sensibilisation à destination des associations issues de la Résistance et de la Déportation. ●



Acquisitions récentes des Archives nationales - site de Paris (automne 2007-printemps 2008)

- Archives relatives à l'engagement dans la Résistance d'André Meifred-Devals, disparu à Buchenwald en mars 1944, et de son fils, Pierre Meifred-Devals, membre du mouvement Défense de la France, tué par les Allemands en juin 1944 [don de M^{me} Françoise Meifred-Devals].

* Archives du résistant Maurice Lemaire (1902-1981), président général de Résistance-Fer [don de M^{me} Jeannine Madre-Lemaire].

* Archives relatives au Stalag IV C de Wistriz [sauvetage opéré par MM. Christian Lelong et Loïc Pinçon-Desaize].

Classements récents des Archives nationales site de Paris

* Archives de Daniel Decourdemanche, alias Jacques Decour (72 AJ 2447-2449).

* Archives de Paul Docquois, cheminot engagé dans la Résistance (72 AJ 2450-2461).

* Archives d'Aristide Pierre Jean Chavonand, membre du mouvement Cochet puis, officier de liaison au sein de la Délégation générale du CFLN (72 AJ 2462).

Classements en cours aux Archives nationales - site de Paris

* Archives de la Confédération nationale des Combattants volontaires de la Résistance (CNCVR).

* Archives de l'Association nationale des résistants de 1940.

- Archives du mouvement Résistance.

(1) Les acquisitions résultant directement de la campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation sont signalées par un astérisque rouge.

(2) Disponible auprès de Frantz Malassis, responsable archives-Fondation de la Résistance - 30 bd des Invalides - 75007 Paris - 01 47 05 67 87.

(3) Ces réunions ont été organisées dans 55 départements.



LE MOT DU PRÉSIDENT

SOMMAIRE

La vie de la Fondation de la Résistance

- La Fondation de la Résistance commémore le 27 mai 1943..... p. 2
- Nouvelles d'archives p. 2

Mémoire et réflexions

- Le séminaire de formation destiné aux musées de la Résistance, de la Déportation et de la Seconde Guerre mondiale. Paris, les 4, 5 et 6 février 2008. p. 4
- Le colloque «Faire l'Histoire de la Résistance». Lyon, les 18 et 19 mars 2008..... p. 15

Hommage

- Germaine Tillion..... p. 8
- Charles Pot..... p. 9

L'activité des associations affiliées

- Mémoire et Espoirs de la Résistance... p. 10
- AERI p. 12

Livres..... p. 14

CNCVR

- Les prochaines journées annuelles de la Fondation de la Résistance à Caen p. 16

Ce numéro comporte un encart jeté : le programme et la fiche d'inscription aux prochaines journées annuelles de la Fondation de la Résistance.

Éditeur : Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides – 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : fondresistance@club-internet.fr
Directeur de la publication : Pierre Sudreau,
Président de la Fondation de la Résistance
Directeur délégué de la publication :
François Archambault
Rédacteur en chef : Frantz Malassis
Rédaction : Marc Fineltin, Bruno Leroux,
Frantz Malassis, Jean Novosseloff,
Laurence Thibault.

Maquette, photogravure et impression :
SEPEG, Boulogne-Billancourt 92100.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 16 €.
n° 53 : 4,50 €
Commission paritaire n° 1110A07588 – ISSN 1263-5707

Au mois de mars dernier, j'ai eu le plaisir de participer au colloque «Faire l'histoire de la Résistance» organisé à Lyon par notre Fondation et l'Institut d'études politiques de Lyon avec la participation du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation et de l'École normale supérieure lettres et sciences humaines que je tiens personnellement à remercier.

Durant deux jours, d'éminents historiens ont retracé devant nous comment s'était écrite l'Histoire de la Résistance en France depuis la Libération.

Des historiens étrangers apportèrent, aussi, leur point de vue nous permettant de mieux comprendre comment avait été étudiée cette page de notre histoire nationale dans les pays anglo-saxons mais aussi en présentant l'historiographie de résistances étrangères qu'elles soient belge, allemande, italienne ou espagnole.

De la richesse de ces interventions et débats, qui feront l'objet d'une publication en 2009, on peut retenir une chose essentielle c'est la véritable passion, au sens noble du terme, qui anime tous ces historiens et qui ne peut que conforter la Fondation de la Résistance à poursuivre les efforts qu'elle entreprend dans le domaine de l'aide à la recherche historique dont ce colloque était l'une des composantes.

Cette vitalité que j'évoquais à propos de la recherche historique sur la Résistance française se retrouve également avec les musées de la Résistance et de la Déportation. Présents dans tous les départements, répondant à une véritable demande sociale, ces musées n'ont cessé de se multiplier avec des moyens et des statuts très divers. Aussi, il était du devoir de la Fondation d'aider ces musées, très souvent isolés, à pouvoir échanger leurs expériences et mutualiser leurs moyens dans une perspective de professionnalisation leur permettant de garantir la pérennité de leur remarquable collection. C'est pourquoi avec l'Institut national du Patrimoine et la direction des Musées de France, nous organisons des séminaires de formation à l'attention des responsables de ces musées.

Grâce à toutes ces actions l'héritage moral et le patrimoine physique de la Résistance sera gardé intact et pourra toujours inspirer les générations qui nous succéderont. ●



Pierre Sudreau
Président de la Fondation de la Résistance

LE THÈME DU CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION 2008-2009 EST : «LES ENFANTS ET LES ADOLESCENTS DANS LE SYSTÈME CONCENTRATIONNAIRE NAZI»

Ce thème peut être l'occasion de réfléchir, entre autres, sur le processus et les circonstances qui ont contribué à faire des enfants et des adolescents les victimes du système concentrationnaire nazi. Le sort de ces enfants et adolescents sera au cœur de l'étude et de la réflexion des candidats.

On pourra prendre en compte l'évolution, dans l'après-guerre, du droit international et national dans le domaine de la protection de l'enfance.

Pour plus d'informations consulter la rubrique «Actions pédagogiques» de notre site Internet www.fondationresistance.org

LE SÉMINAIRE DE FORMATION DE LA DÉPORTATION ET DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Pour la troisième fois ⁽¹⁾, cette rencontre était organisée par l'Institut national du Patrimoine en partenariat avec la direction des Musées de France et la Fondation de la Résistance. Une cinquantaine de participants y ont assisté, dont les représentants d'une trentaine de musées ⁽²⁾. Comme le précédent, ce séminaire a combiné des exposés à l'INP et des visites sur des sites, en l'occurrence à Bobigny et à Drancy ⁽³⁾. Plutôt qu'une synthèse de ces trois journées – impossible dans ces quelques pages – on trouvera ci-dessous un aperçu de leur déroulement avec quelques impressions subjectives sur certains enseignements à tirer des thèmes abordés ⁽⁴⁾.



▲ Les participants.

▼ De gauche à droite : Vladimir Trouplin, conservateur du musée de l'Ordre de la Libération, Jean-Marcel Humbert, conservateur général du patrimoine à l'Inspection générale des musées, direction des Musées de France et Bruno Leroux, directeur historique de la Fondation de la Résistance.



◀ Visite commentée du musée de la Libération en présence de Marie-Andrée Corcuff, directrice des études à l'INP et d'Annette Viel, muséologue canadienne (au centre).

Photos Murielle Canarelli

Introduction au séminaire

En ouverture, les organisateurs ont rappelé l'origine de ces séminaires de formation : besoin d'échanges entre des musées souvent isolés, de mutualisation des moyens dans une perspective de professionnalisation à moindre coût, compte tenu des moyens dont ils disposent.

En pratique, la méthode retenue, suivant une formule bien rodée à l'INP, consistait à combiner des exposés et des discussions en salle avec des ateliers d'observation dans quelques musées, les thèmes abordés chaque année combinant par ailleurs des réflexions théoriques et des questions plus immédiatement techniques (centrées sur tel ou tel type d'objet ou de matériau).

Dans cette optique, suite aux besoins exprimés lors de la table-ronde initiale de 2005, les thèmes abordés en 2007 avaient été : la gestion de l'émotion du public dans les musées, la conservation préventive des collections et notamment des photographies.

Au vu des échanges finaux du séminaire 2007, les thèmes choisis pour l'année 2008 étaient : « l'esprit du lieu », c'est-à-dire la relation entre le musée physique et le(s) lieu(x) de mémoire dont il veut rendre compte, et, sur le plan pratique, les problèmes relatifs aux collections d'armes (neutralisation, conservation, médiation).

Les exposés sur « l'esprit du lieu » ont été programmés de façon à balayer le spectre le plus large. Beaucoup de musées de la Seconde Guerre mondiale sont implantés sur des lieux mêmes de combat ou de souffrance, ou auprès de ceux-ci, et donc posent la question de la relation

du bâtiment et des collections avec ces « lieux de mémoire » physiques auprès desquels ils sont situés. Mais dans d'autre cas, cette proximité n'existe pas, pour des raisons diverses, parfois dues à l'objet même du musée (attaché à des « lieux de mémoire » multiples), parfois pratiques : difficulté d'accès ou impossibilité de bâtir sur certains sites, opportunité de la mise à disposition de locaux ailleurs, etc.

Rappelons en préambule que, comme convenu lors des rencontres précédentes, une première suite pratique à ces séminaires a vu le jour début 2008 : *l'Annuaire professionnel des musées de la Résistance, de la Déportation et de la Seconde Guerre mondiale*, qui a été envoyé à plus de 250 musées, dont la moitié y figurent d'ores et déjà avec une fiche descriptive complète ; les autres sont mentionnés dans une liste finale et sont invités à renvoyer à leur tour, en vue de la seconde édition, le questionnaire servant à établir leur fiche ⁽⁵⁾.

Le musée de l'Ordre de la Libération ou la « personification de la mémoire »

Le 4 février 2008, le séminaire s'ouvrait par un cas de « lieu de mémoire » immatériel : l'Ordre de la Libération, à l'origine d'un musée aux collections exceptionnelles tout en étant typique des musées associatifs par sa création. La cheville ouvrière, bénévole, en fut M^{me} Hettier de Boislambert, épouse du chancelier de l'Ordre. Matériellement, le musée, logé à l'Hôtel national des Invalides, a été constitué par des dons relatifs au parcours des titulaires de la croix de

la Libération : Français libres et résistants (plus de 1000), unités militaires, collectivités locales. D'où un parcours muséographique thématique et non chronologique et un aspect indéniable de « musée-reliquaire ». Mais d'où aussi sa très grande richesse en objets attachés à l'histoire d'un individu, propices à une exploitation pédagogique – par exemple dans le cadre des thèmes annuels du Concours national de la Résistance et de la Déportation. À signaler aussi l'importance du site Internet du musée : www.ordredelaliberation.fr comme centre de documentation en ligne sur les Compagnons (pour la plupart inconnus, sauf quelques grandes figures).

La médiation dans les lieux de mémoire à travers l'exemple de l'internet

Le 5 février 2008, cinq présentations de lieux se sont déroulées, dont deux sur les lieux même (Bobigny et Drancy) ; on n'en a retenu ici (de façon fort subjective) que quelques traits concourant à mieux comprendre les débats qui ont suivi sur les questions de médiation. Pour en savoir plus sur chacun d'eux, il est indispensable de se reporter au moins à leurs sites internet ⁽⁶⁾.

• Le projet de reconversion de l'ancienne gare de Bobigny

Lieu d'embarquement des Juifs internés à Drancy de juillet 1943 à juillet 1944, cette gare et ses alentours désaffectés ont été visités par les participants après une présentation du projet muséographique porté par la ville de Bobigny.

DESTINÉ AUX MUSÉES DE LA RÉSISTANCE, ALE. PARIS, LES 4, 5 ET 6 FÉVRIER 2008

Ce projet – pour lequel des partenariats sont encore à conclure – concerne deux bâtiments mais aussi les 3,5 hectares de l'emprise, donc avec un aspect paysager essentiel: le défi est de transformer la totalité du lieu en un espace signifiant sur le plan mémoriel (commémoration et recueillement), éthique (réflexion sur les relations entre situations historiques passées et présentes) et urbanistique (articulation de plusieurs quartiers de Bobigny par la traversée de ce nouvel espace). La médiation à assurer devra être conçue à l'échelle du site et pas seulement de l'ancien «bâtiment voyageurs» destiné à accueillir le public.

• Le conservatoire historique du camp de Drancy

À la «cité de la Muette» de Drancy, revenue après guerre à sa vocation initiale de logement social, le contraste est saisissant entre la banalité apparente de cette barre d'habitations en U et la charge mémorielle acquise aujourd'hui par le nom: «Drancy». Seuls marqueurs visibles aujourd'hui du passé: une sculpture monumentale et un «wagon-témoin» SNCF fermant le côté laissé vide par le U de la cité, ainsi que le local discret de l'association du conservatoire historique, où une exposition sur panneaux est présentée. Les membres bénévoles de l'association se relaient depuis de nombreuses années pour accueillir le public, notamment des groupes de scolaires. Depuis la création de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, un projet de musée est en préparation qui, se gardant de remettre en cause la destination actuelle des immeubles, édifiera un bâtiment face à la cité, d'où les visiteurs auront vue sur elle.

• Le Centre d'Études et de recherches sur les camps d'internement du Loiret

Le CERCIL, à Orléans, est un centre voué à l'étude de plusieurs camps d'internement de Juifs (Pithiviers, Beaune-la-Rolande) et de Tziganes ou d'étrangers (Jargeau); la création d'un musée va intervenir dans quelques mois après un long travail scientifique (l'historiographie de ces camps était à élaborer) et de médiation auprès de la population, compte tenu de la charge très douloureuse de ces lieux. Il faudra continuer et amplifier ces actions (45 actions de médiation prévues en 2008), notamment auprès de la population locale, car si la mémoire des camps a été entretenue dès l'après-guerre par des commémorations, ce fut sans la participation des habitants. Par ailleurs, un des défis sera d'articuler le futur musée, une ancienne école, avec les lieux physiques des anciens camps. Différents moyens sont déjà envisagés: d'une part les visites des camps, bien sûr; mais aussi, réciproquement, l'évocation de ceux-ci à l'intérieur du musée: la présentation de fragments de baraques, la

Mardi 5 février 2008, présentation du projet de reconversion de l'ancienne gare de Bobigny



▲ Catherine Peyge, maire de Bobigny (à gauche de la photo) et Anne Bourgon, chargée de mission présentent leur projet. ▼



Visite commentée du site



▲ Le point Z, point de non retour où les convois de déportés en provenance du camp de Drancy étaient aiguillés vers Auschwitz.



▲ Les participants devant le pylône d'éclairage.



◀ Vue d'ensemble du site de l'ancienne gare de Bobigny. De gauche à droite : le bâtiment voyageurs, le pylône d'éclairage et la halle marchandises.

biographie d'enfants internés dont on a découvert qu'ils ont par ailleurs été scolarisés dans l'école, etc. Le musée comportera une salle dédiée à l'accueil des familles des internés.

• Le projet «Mémoire du Camp des Milles»

Ce projet concerne l'ancienne Tuilerie des Milles, près d'Aix-en-Provence, où ont été internés entre 1939 et 1942 plus de 10000 ressortissants de 27 pays, principalement des ressortissants allemands et autrichiens ainsi que des Juifs (déportés en 1942). Cette initiative a une longue histoire, commencée en 1983 par la préservation des lieux menacés de destruction, continuée notamment par l'érection d'une stèle, l'inauguration d'un «chemin des déportés», celle d'une exposition dans un «wagon-souvenir», puis le classement du réfectoire des gardiens où des artistes internés avaient couvert les murs de peintures. Le projet est porté depuis 2002 par un comité de pilotage qui s'est adjoint une association. Il prévoit de préserver le bâtiment des internés, mais aussi les 7 hectares extérieurs, avec des contraintes fortes sur les plans matériel (sécurité, activités parasismiques) mais aussi mémoriel, du fait de la pluralité des internés et de leurs mémoires. La création d'une Fondation unique est d'ailleurs prévue pour faciliter le dialogue avec l'État, actuellement face à une pluralité d'associations de mémoire. D'un autre côté, le projet bénéficie d'atouts importants: la situation géographique (à 10 minutes du TGV), la salle des peintures faites par les artistes internés (bien renseignée sur le plan historique), une médiation pédagogique déjà en place (CM2, troisième et terminale), une réflexion sur l'aspect civique (notion d'éveil à la vigilance, utilisant le contraste entre la douceur de vivre des lieux environnants et les événements internes au camp).

Photos Murielle Canarelli.

Photo Frantz Malassis.

► Le projet de musée-mémorial du camp de Rivesaltes

Lieu de rétention administrative il y a encore quelques années, le camp a vu passer en plusieurs décennies un total de 80 000 personnes, internées à des titres extrêmement divers. En 1997, des menaces de transformation du lieu en une zone d'épandage de boue provoquent la réaction d'un collectif local, sous la forme d'une pétition, et, par contrecoup, la naissance du projet de musée-mémorial. Porté par le Conseil général des Pyrénées Orientales, celui-ci a pour but essentiel de rendre compte de trois mémoires correspondant à trois grandes vagues : les deux premières datent des années 1939-45 (= les républicains espagnols et 2 300 Juifs déportés ensuite vers Auschwitz), la troisième, les harkis, date des années 1960. L'objectif est de faire découvrir aux uns l'histoire des autres, en tenant compte de la survivance locale de certaines de ces mémoires, mais aussi du vivier des quatre millions de touristes annuels séjournant dans le département. Matériellement, 42 hectares (sur les 400 du camp originel) ont été acquis et trois axes déjà développés avant l'édification du futur musée : la pédagogie (deux enseignants sont déjà mis à disposition), la recherche historique et archéologique, les animations en direction du grand public (spectacle sur la *Retirada*, aménagement temporaire du site pour les journées du patrimoine). Mais il s'agit aussi de ritualiser une journée commune de commémoration (le 14 janvier).

À l'issue de ces présentations, un débat s'est engagé sur quelques problèmes de la médiation dans les lieux de mémoire aujourd'hui. D'abord, la gestion de mémoires conflictuelles, mais aussi de celles qui s'ignorent. Par exemple, la polarisation justifiée de tel musée de la Seconde Guerre mondiale sur les opérations des armées alliées et de tel autre sur les combats des maquis ne doit pas faire perdre de vue l'objectif de surmonter le risque de polarisation possible des publics (touristes étrangers dans le premier cas/public français dans le second). Ensuite, la relation entre savoir historique et enseignement pour les citoyens d'aujourd'hui. Divers exemples de thèmes possibles, tirés de réflexions des historiens eux-mêmes, ont été cités : par exemple la prégnance du conformisme de groupe – y compris en situation extrême – et la marge de liberté de l'individu, analysée par C. Browning à propos des *Einsatzgruppen*⁽⁷⁾.

L'esprit des lieux

Ces aspects, mais aussi la dimension « sensible » des parcours à imaginer dans les lieux de mémoire allaient être repris dans la **conférence d'Annette Viel**, muséologue canadienne dont les réalisations sont depuis de nombreuses années orientées par sa réflexion sur « l'esprit des lieux ». Elle en a présenté un condensé à partir de trois de ses expériences. Deux au Québec : d'abord, en Gaspésie, la réalisation d'une exposition sur la pêche et la transformation de la morue à l'intérieur du Parc national Forillon (qui avait entraîné l'expropriation de ceux qui vivaient de cette économie) ; ensuite, sur la Grosse Île au milieu du



Mardi 5 février 2008, visite commentée de la « cité de la Muette » à Drancy



▲ Alain Kréménetzky, directeur du conservatoire historique de Drancy devant le mémorial de la déportation érigé en 1976 à l'entrée de la Cité de la Muette.

◀ Ce monument est relié par des rails à un « wagon-témoin » installé en 1988.

Photos Murielle Canarelli

Saint-Laurent, la création d'un mémorial national de l'immigration au Canada – là où se situait le principal centre de quarantaine pour les étrangers arrivant au Canada – incluant un mémorial aux milliers d'Irlandais qui sont morts en ce lieu du choléra ou du typhus. Sa troisième expérience se situe en France : la mise en valeur du site de Vimy, haut lieu de la mémoire des Canadiens tombés sur le sol français en 1914-1918.

De cet exposé nous avons retenu l'importance d'une approche muséographique des lieux de mémoire permettant de relier émotion et savoir, d'intégrer la ou les mémoires et l'histoire. Concrètement, elle envisage la visite comme une expérience triple : d'abord l'expérience sensorielle de « l'esprit des lieux », c'est-à-dire la reconnaissance du lieu visité comme un lieu habité par des mémoires incarnées dans des traces. Cette étape doit ouvrir l'esprit du visiteur au désir d'entrer dans la deuxième expérience, conceptuelle : connaître l'histoire du lieu (par l'exposition d'objets accompagnés d'un discours scientifique) ; enfin, ces deux premières expériences débouchent, à l'issue de la visite, et au-delà, sur un retour sur soi : la réflexion de chacun sur le sens de ce qu'il a éprouvé et appris. Pour le muséographe, aider à la découverte de « l'esprit des lieux » implique d'assimiler et de tenter de restituer, de faire une place à tout ce qui peut être trace de la mémoire du lieu : monuments, bâtiments, mais aussi les paysages, voire ceux qui en sont la mémoire vivante. Sans prétendre résumer ici tout l'apport d'une pensée nourrie de 25 ans de réalisations⁽⁸⁾, retenons l'intérêt de cette démarche pour la prise en compte des attentes si différentes d'un visiteur à l'autre, chacun avec sa propre mémoire, donc ses propres conditionnements voire préjugés. Le « moment » de découverte de l'esprit du lieu se justifie pleinement s'il est celui qui permet au visiteur de se mettre dans une *disponibilité* d'esprit, qui le fait « lâcher prise » en se défaisant de son désir de simple réassurance identitaire pour s'ouvrir à un enrichissement possible de sa réflexion.

Retenons aussi que cette conception a conduit Annette Viel, dans le cours des projets auxquels elle a contribué, à combiner travail historique et prise en compte de ceux qui étaient la mémoire vivante des lieux dont elle avait la charge : en Gaspésie, les pêcheurs de morue eux-mêmes, la Grosse Île, les descendants des immigrés irlandais, à Vimy, les combattants et leurs familles.

Deux exemples d'implication concrète pour Vimy : évoquer certains aspects du front (les maladies sexuellement transmissibles) n'a pu être envisagé qu'à condition de consacrer une salle entière à la vie des soldats ; *a contrario*, remettre en cause certaines mémoires prégnantes (= le mythe de la pauvreté de Terre-Neuve due aux décès de ses jeunes tués pendant la Grande Guerre) s'est révélé trop délicat encore aujourd'hui.

Dans le débat qui a suivi, l'importance d'une réflexion sur « l'esprit des lieux » pour les musées de la Seconde Guerre mondiale est apparue d'autant plus opportune que beaucoup sont à la recherche d'autres médiations lorsque disparaît ce qui est encore un de leurs atouts principaux : la visite commentée par les résistants, déportés ou combattants. Jean-Marcel Humbert a souligné qu'il fallait partir d'une analyse des atouts et des faiblesses des lieux dans leur état actuel, dont la force d'évocation intrinsèque est très variable. Par ailleurs, cette réflexion doit inclure le problème du respect des lieux de mémoire, menacé par les pratiques vénales (cf. les objets du passé en vente sur des sites Internet de vente aux enchères), voire dans certains départements par le pillage funéraire (cf. dans le Nord les recherches d'avions abattus ou les découvertes de cadavres de soldats). Enfin, Bruno Leroux a suggéré de réfléchir à une campagne de recueil de témoignages audiovisuels des fondateurs des musées (en commençant par les plus anciens), dans un double but : d'une part, leur faire retracer l'histoire de leur musée qui, en tant que telle, participe de « l'esprit des lieux », et dont le récit pourrait contribuer à transmettre cet esprit à l'avenir⁽⁹⁾ ; d'autre part les interroger sur leurs collections, à titre documentaire, sachant qu'ils délivrent souvent bien plus d'informations sur leurs objets dans des visites commentées de leurs musées qu'ils n'en ont mis par écrit dans les inventaires ou dossiers d'œuvre (lorsqu'ils existent).

Armes et armements

Le 6 février 2008, la première table-ronde de la matinée a fait le point sur la question de la **neutralisation des armes** détenues dans les musées, rendue très complexe par l'accumulation de textes administratifs. Le texte essentiel est le décret n°95-589 du 6 mai 1995, mais il ne résout pas l'ensemble des problèmes. Pour résumer

(mais sans prétendre énumérer toutes les obligations dont il a été question dans le séminaire), les musées ont le droit de détenir des armes et munitions s'ils en demandent l'autorisation à la préfecture et sans forcément les neutraliser officiellement. Si le choix se porte sur une neutralisation officielle, celle-ci s'effectue en envoyant l'arme de 1^{ère} ou de 4^e catégorie au banc d'épreuve de Saint-Étienne, lequel neutralise l'arme suivant un processus très précis, qui a un coût et à l'issue duquel l'arme rendue inutilisable revient avec un poinçon certificateur. Mais il est également possible de demander à la préfecture une autorisation de détention à partir du moment où les armes non neutralisées officiellement sont conservées selon certaines normes : les bâtiments des musées doivent être protégés contre les vols, les armes doivent être exposées sous une vitrine fermée, chaque arme doit avoir été rendue inoffensive par l'extraction d'une pièce de sécurité (toujours la même au cas où l'arme est en plusieurs exemplaires) ; toutes les pièces de sécurité extraites doivent être conservées séparément des armes, dans un coffre-fort.

La question la plus délicate est celle des munitions. Celles-ci doivent impérativement être neutralisées, mais il faut faire appel à un spécialiste car c'est potentiellement dangereux. C'est un domaine dans lequel la mutualisation entre plusieurs musées des coûts d'une intervention extérieure peut permettre des économies. Quant aux explosifs, il y a obligation de demander l'intervention des services de la protection civile (en passant par l'intermédiaire de la préfecture) ; attention : ils peuvent les emporter, donc ne pas oublier de leur demander un certificat de destruction - nécessaire de toute façon pour les sortir de l'inventaire.

L'exposé d'Olivier Morel sur **la conservation préventive des armes** a été assorti de conseils simples destinés à minimiser les facteurs de corrosion : éviter les variations de température ; pour les armes non exposées, les conserver dans des sacs en polyéthylène (pour congélateurs) qu'on aura percés de petits trous ; manipuler les armes avec des gants car la sueur des mains est corrosive ; ne pas entretenir les armes avec des graisses (y compris celles couramment utilisées dans l'armée à cet effet !), car elles sont corrosives ; ne pas démonter une arme si on n'est pas connaisseur (il y a un ordre à respecter, des outils adaptés à utiliser) ; ne pas conserver une arme sur ou dans du papier journal ; si une arme est souillée ou corrodée, faire appel à un spécialiste si on veut la restaurer, mais en sachant que mieux vaut la garder telle quelle que courir le risque d'une restauration malhabile. Un cas où une intervention est à coup sûr nécessaire, c'est lorsque des oxydes pulvérulents apparaissent sur le métal.

Enfin, une deuxième table-ronde sur **la médiation des armes** a permis d'insister sur la multiplicité des aspects sous lesquels ce type d'objet peut être abordé : technique, historique, symbolique (cf. la Sten pour les maquisards) et enfin esthétique. On retiendra quelques points soulignés à cette occasion. D'abord, la nécessaire hiérarchie des explications si l'on veut rendre compte de ces différents aspects, tout particulièrement dans des musées d'histoire dédiés à la mémoire de combats précis dans lesquels ces armes ont servi. D'autre part, l'intérêt des démonstrations de manipulation (directe : par le public ; ou indirecte : par le visionnage de vidéos). Elles évitent de transformer les armes en pur objet de contemplation et produisent un « effet de réel », d'autant plus intéressant à une période où la conscription a disparu et où les jeunes générations n'appréhendent le plus souvent les armes que dans des jeux vidéo. Là encore, la condition *sine qua non* est de relier ces démonstrations au contexte historique de l'emploi de ces armes ; elles peuvent permettre, par exemple, de faire prendre conscience des déséquilibres des affrontements entre les résistants et les troupes d'occupation. Signalons que le musée de l'Armée a mis au point des bornes interactives avec des petits films d'une minute environ, où le maniement des armes est effectué par des « reconstituteurs ». En clôture, Bruno Leroux a proposé que la Fondation essaye d'obtenir l'accord de Pierre Lorain, auteur en 1972 d'un ouvrage de référence sur « l'armement clandestin », pour que celui-ci soit réédité sur Internet et ainsi rendu disponible à tous les musées.

Le séminaire s'est terminé dans l'après-midi du 6 février par un bilan de ces trois journées et des suggestions faites aux organisateurs pour la programmation de l'année prochaine. Comme les années précédentes, des invitations au prochain séminaire seront adressées individuellement à chaque musée. ●

Bruno Leroux

(1) Voir le compte rendu des deux rencontres précédentes dans *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n°41 (juin 2005) et n°49 (juin 2007) également disponibles sur le site Internet de la Fondation.

(2) **Programme des trois journées, intitulées : « Transmettre la mémoire : de l'esprit du lieu à la médiation ».**

• 4 février

Ouverture du séminaire par :

Anouk Bassier, directrice-adjointe des études, chargé de la formation permanente à l'INP ; Jean-Marcel Humbert, conservateur général du patrimoine à l'Inspection générale des musées, direction des Musées de France ; Bruno Leroux, directeur historique de la Fondation de la Résistance.

La personnalisation de la mémoire

(introduction à la visite du musée de l'Ordre de la Libération), par Vladimir Trouplin, conservateur du musée de l'Ordre de la Libération.

Visite commentée du musée de l'Ordre de la Libération, à l'Hôtel national des Invalides.

• 5 février

Visites sur sites.

Le projet de reconversion de l'ancienne gare de Bobigny.

- Accueil des participants par Catherine Peyge, maire de Bobigny.
- Présentation du projet par Anne Bourgon, chargée de mission pour la reconversion de l'ancienne gare de Bobigny.
- Visite commentée du site, par Anne Bourgon.

La « cité de la Muette » à Drancy.

- Visite commentée des lieux : le monument, les locaux du conservatoire historique du camp de Drancy, par Alain Kréménétzky, directeur du conservatoire historique.

Présentation à l'INP d'autres lieux d'internement.

Les camps du Loiret, par Nathalie Grenon, directrice adjointe du CERCIL (Centre d'Études et de recherches sur les camps d'internement du Loiret).

Le camp des Milles, par Odile Boyer, de l'Association Mémoire du Camp des Milles.

Le camp de Rivesaltes, par Marianne Petit, directrice du projet du musée-mémorial du camp de Rivesaltes.

Vers quelle évolution pour les lieux de mémoire : comment transmettre

« l'esprit des lieux », conférence-débat par Annette Viel, muséologue, Canada.

• 6 février

La neutralisation des armes.

Table-ronde avec les interventions de :

- Jean-Marcel Humbert, conservateur général du patrimoine à l'Inspection générale des musées, direction des Musées de France.
- Lieutenant-colonel Jean-Louis Riccioli, conservateur du patrimoine, musées de l'Empire et de la Crau.

- Major Van Hove, spécialiste en armement léger, groupe expert-musée de l'Armée.

La conservation préventive des armes, par Olivier Morel, restaurateur.

La médiation des armes. Table-ronde avec les interventions de : Jean-Marcel Humbert, lieutenant-colonel Jean-Louis Riccioli, major Jean-Marie Van Hove.

Bilan des journées et élaboration des projets futurs.

(3) Tous nos remerciements à Geneviève Gallot, directrice de l'Institut national du Patrimoine, et à toute son équipe qui a assuré la préparation de ce séminaire : Anouk Bassier, directrice-adjointe des études, Muriel Canarelli, son assistante, et Nathalie Halgand, du centre de ressources documentaires, qui a confectionné le dossier remis aux participants.

(4) Le dossier documentaire élaboré par l'INP autour des thèmes du séminaire peut être consulté au Centre de ressources documentaires de l'INP (tél. à Nathalie Halgand au 01 44 41 16 45) ; la bibliographie incluse dans ce dossier est consultable sur le site Internet de l'INP : http://www.inp.fr/patrimoines_en_ligne/bibliographies_en_ligne

(5) Édité par la Fondation de la Résistance, en association avec la Fondation pour la Mémoire de la Déportation et avec le soutien de la direction des Musées de France, cet annuaire est disponible pour les musées qui en feraient la demande. Contacter Bruno Leroux au 01 47 05 67 88.

(6) Bobigny : <http://passion-trains.over-blog.com/article-11775786.html> (court reportage sur le projet)
Drancy : <http://www.camp-de-drancy.asso.fr/>
CERCIL : www.cercil.fr
Les Milles : www.campdesmilles.org
Rivesaltes : www.cg66.cat/culture/memorial/esprit_projet.htm

(7) Christopher Browning, *Des hommes ordinaires*, Tallandier, 2007 (pour l'édition de poche). Il applique à un bataillon chargé d'exterminer les Juifs sur le front de l'Est les enseignements de « l'expérience de Milgram » (faite par un psychologue américain dans les années 1960, sur la soumission à l'autorité).

(8) Le dossier documentaire du séminaire comprend six articles importants d'Annette Viel sur « l'esprit des lieux », à travers les trois exemples cités, ainsi que le cas du « lieu historique national du commerce canadien de la fourrure », à Lachine.

(9) Cf. par un exemple, à Saché, le musée Balzac intègre dans son parcours un documentaire réalisé à partir du témoignage du premier propriétaire du château et créateur du musée (transféré depuis au Conseil général).

GERMAINE TILLION EN SON SIÈCLE: LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'AGIR

Pour Germaine Tillion, le nazisme qui s'installe en France en juin 1940 représente la menace suprême: l'honneur de l'Humanité peut sombrer là à jamais.

Pour cette jeune femme qui éprouve une vraie tendresse pour ses frères humains, qui s'intéresse à eux dans toutes leurs voies, qui a étudié l'ethnologie avec les plus grands maîtres, le danger est immense.

Une angoisse la saisit qui ne la quittera plus. La Résistance consistera pour elle à sauver tout ce qui peut l'être, à commencer par les vies humaines. Dès juin 1940, la famille Tillion rassemble quelques-unes de leurs pièces d'identité et les donne tout de go à des amis qui ont le malheur de s'appeler Lévy. D'autres personnes en danger apparaissent: des soldats coloniaux faits prisonniers qu'il faut arracher à la barbarie allemande: les nourrir d'abord en leur envoyant des colis, les aider à s'évader, les cacher ensuite jusqu'à la fin de la guerre. Des familles entières en difficulté, des isolés sans logement croisent par hasard le chemin de Germaine Tillion. Celle-ci cherche aussitôt des solutions concrètes, trouve de l'aide, et de proche en proche participe à l'organisation de cette toute première forme de solidarité qu'on a appelée plus tard Résistance.

Un jour, Germaine Tillion est approchée par un ami d'ami dont elle ne savait pas qu'il était un agent de l'*Intelligence Service* en France. Celui-ci a reçu de Londres l'ordre de faire évader de la prison de Fresnes un membre important de

l'*Intelligence Service*. Germaine aurait-elle des idées concrètes pour tenter cette opération difficile? Pour trouver de l'aide? Et comment trouver la grosse somme d'argent nécessaire? Germaine ne manque jamais d'idées et n'attend jamais un instant pour se mettre à l'action. Hélas! Cette fois-ci, le sympathique prêtre catholique qui s'était engagé à mener toute l'affaire était un traître qui «travaillait» pour l'*Abwehr*. Germaine et sa mère furent arrêtées les premières, suivies de plusieurs groupes de résistants les uns après les autres. Ce fut la Santé, Fresnes, puis la déportation.

Devant la barrière du camp de femmes de Ravensbrück, Germaine Tillion n'eut besoin d'aucune explication pour mesurer le lieu devant lequel elle se trouvait, devant «quelque chose que l'on recevait en pleine gueule, aussi complètement évident que la «devinance» de la mort qui fait hurler les bêtes que l'on va tuer.»⁽¹⁾

Si fou que cela puisse paraître, Germaine allait aussitôt chercher et trouver des moyens pour protéger les plus menacées de ses camarades et, dans l'urgence, s'informer en détail des crimes que l'on sentait rôder tout alentour. Non seulement, il fallait comprendre et expliquer aux camarades le fonctionnement d'un camp de concentration pour qu'elles apprennent à s'y défendre, mais il était également nécessaire au cas où l'une ou l'autre survivrait, qu'elle soit capable d'informer avec le plus de précision pos-

sible le «monde extérieur», comme disaient alors les déportées.

Dans toute la vie de Germaine Tillion, et notamment dans les deux grandes tragédies qu'elle a traversées, l'infamie nazie et la guerre d'Algérie, on la verra agir dans l'urgence plaçant la connaissance des faits en priorité, faits constamment revus et vérifiés pour arriver à leur compréhension la plus exacte.

Quelle belle figure humaine que celle de cette femme, qui tout au long d'un siècle où la barbarie ne cessa de dévoiler des abîmes que nul n'aurait pu imaginer, tenta sans relâche d'y mettre un frein, d'empêcher l'Humanité de se dévoyer davantage. Et pourquoi la société humaine paraît-elle constamment attirée vers le crime, la barbarie? Comment empêcher cette tendance de venir au jour et de se développer? Jusqu'aux toutes dernières années de sa longue vie Germaine Tillion a cherché à comprendre, à trouver le moyen de barrer la route à cette tendance. Mais de solution, elle n'en a point trouvée, d'où peut-être ce fond de mélancolie qui l'a tourmentée jusqu'à la fin de ses jours.

Contrairement à de nombreux intellectuels de notre pays, elle n'a jamais cherché à forger des théories qui lui auraient permis de s'engager dans une action collective. Germaine Tillion s'est toujours dressée seule devant une réalité inacceptable, bouleversée par l'insupportable souffrance d'autrui. Elle bâtit rapidement un moyen de faire face, trouve un peu d'aide et réussit souvent à sauver un par un des êtres menacés qu'elle ne connaît parfois même pas. Telle fut la Résistance de Germaine Tillion. ●

Anise Postel-Vinay
Résistante-déportée

(1) Germaine Tillion, *Ravensbrück*, éd. Seuil, coll. Point Histoire, 1997, p. 147.



Germaine Tillion
et Anise Postel-Vinay

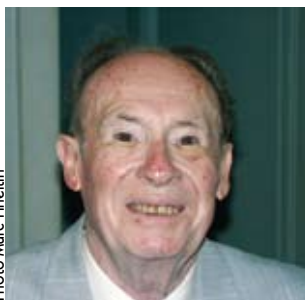
Coll. Anise Postel-Vinay

NDLR: Une très belle exposition «Germaine Tillion, ethnologue et résistante» est présentée au Musée de l'homme à Paris jusqu'au 8 septembre prochain.

GERMAINE TILLION, 1907-2008 REPÈRES BIO-BIBLIOGRAPHIQUES

1907	Naissance à Allègre (Haute-Loire).
1934 - juin 1940	Missions de recherche en ethnologie auprès des Berbères Chaouïas en Algérie.
1940-1942	Création d'un groupe de résistance lié à ce que Germaine Tillion appellera, après la guerre, le «réseau du Musée de l'Homme».
13 août 1942	Arrestation.
Octobre 1943	Déportation à Ravensbrück. Libérée le 23 avril 1945 par la Croix-Rouge suédoise.
Décembre 1946	Publication de «À la recherche de la vérité», dans <i>Ravensbrück</i> , numéro spécial des <i>Cahiers du Rhône</i> , Neuchâtel, La Baconnière.
1946 sq.	Membre du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale.
1951	Membre de la CICRC, Commission internationale contre le régime concentrationnaire, créée par David Rousset.
1954-1957	Missions en Algérie à la demande du gouvernement.
1955	Création, sur sa proposition, des Centres sociaux en Algérie.
1956	Publication de «L'Algérie en 1956», in <i>Voix et visages. Bulletin mensuel de l'ADIR</i> , (Association des déportées et internées de la Résistance).
1957	Rencontre clandestine avec des représentants du FLN. Publication de <i>L'Algérie en 1957</i> , aux éditions de Minuit.
1958	Nommée directeur d'études à l'EHESS. Publication de «Première Résistance en zone occupée», <i>Revue d'histoire de la Deuxième guerre mondiale</i> , avril 1958.
1959	Chargée de mission au Cabinet d'André Boulloche, ministre de l'Éducation nationale. Elle obtient de faire passer l'enseignement dans les prisons de la tutelle de la Justice à celle de l'Éducation nationale.
1960	Publication de deux livres: <i>L'Afrique bascule vers l'avenir</i> et <i>Les ennemis complémentaires</i> , aux éditions de Minuit; et d'une interview «L'Algérie en 1958», dans <i>Preuves</i> et <i>L'Express</i> .
1966	Publication de <i>Le Harem et les cousins</i> , au Seuil.
1973	Publication de <i>Ravensbrück</i> , au Seuil.
1988	Publication d'une édition revue et augmentée de <i>Ravensbrück</i> , avec compléments sur les exterminations par gaz à Ravensbrück, Hartheim, Mauthausen et Gusen, au Seuil.
1997	Édition du livre ci-dessus en «Points Seuil».
2005	Publication d'un manuscrit écrit à Ravensbrück, <i>Le Verfügbar aux enfers</i> , chez La Martinière.
2008	Décès à Saint-Mandé (Val-de-Marne).

Photo Marc Fieletin



CHARLES POT, UN HOMME DE CONVICTIONS

Né le 10 mars 1923 à Saint-Alban-de-Roche (Isère), Charles Pot est issu d'une famille d'ouvriers et d'agriculteurs qui, en 1929, vient s'installer dans la banlieue sud de Paris. Après avoir été élève au lycée Arago, Charles Pot rejoint le Conservatoire national des Arts et Métiers où il est étudiant en chimie jusqu'en 1943.

Militant socialiste, membre des Jeunesses pacifistes et des Faucons rouges, dès la fin 1940, il défie l'occupant nazi en participant aux manifestations étudiantes du 11 novembre 1940 sur les Champs-Élysées.

En juin 1941, parrainé par Henri Ribière, avec son père Augustin, il rejoint le mouvement Libération-Nord en qualité d'agent de liaison de la permanence nationale. À ce titre, il enchaîne les missions en province et plus particulièrement dans les départements de l'Aisne, de l'Eure, de l'Eure-et-Loir, du Loir-et-Cher et de la Marne. Il transporte des documents, des messages codés, des journaux et en profite pour collecter des renseignements sur les gares et les aérodromes. Il assure également les liaisons avec le Comité d'action socialiste (CAS).

Requis par le STO, il est envoyé en Allemagne en mars 1943. Cependant, en janvier 1944, un médecin résistant lui établit un faux certificat médical afin qu'il revienne en France au chevet de sa mère, soi-disant mourante. Il disparaît dans la clandestinité et reprend ses activités au sein de Libération-Nord et du groupe Maximilien-Fer.

En mars 1944, Charles Pot est détaché à l'État major du colonel Ulysse Leoni alias «commandant Rivière», chef militaire des FFI de la banlieue sud. En août 1944, il prend part aux combats de la Libération de Fresnes, Bagneux, Clamart. C'est à cette occasion qu'il capture l'officier allemand qui, quelques jours avant, commandait la prison de Fresnes.

Après la libération de Paris, Charles Pot est dirigé sur l'École des cadres de Sceaux, d'où il sort avec le grade de sous-lieutenant. Il regagne alors l'École militaire Interalliée d'Épernay où il suit un stage lui permettant d'être affecté au Gouvernement militaire de la zone française d'occupation en Allemagne et en Autriche.

De 1945 à 1948, il est en poste Bad-Ems, puis à Coblenze en qualité d'adjoint au commandant chargé des études statistiques au cabinet du gouverneur militaire de Rhénanie-Hesse-Nassau, Claude Hettier de Boislambert.

Puis, de 1949 à 1950, il exerce les mêmes fonctions auprès de l'ambassadeur André François-Poncet à la Haute Commission Alliée à Bonn-Petersberg.

Commence alors pour Charles Pot une carrière de journaliste. De retour à la vie civile, il rejoint l'équipe des permanents du Parti socialiste, dans le domaine de la presse : il est responsable du bureau de documentation et d'information, puis responsable des services de presse de la SFIO. Il devient rédacteur en chef de l'Agence de Presse de la Liberté (APL), qui couvrait une grande partie de la presse française issue de la Résistance.

Journaliste parlementaire (de 1954 à 1975), il écrit dans les colonnes du *Populaire*. Après le congrès d'Épinay, il entre dans le privé jusqu'à sa retraite en 1996. À partir de cette date, il s'investit totalement dans la vie des associations issues de la Résistance. Rappelons, néanmoins, que dès 1945, il est membre du comité constitutif des Jeunes de Libération-Nord, et président de la structure chargée de gérer le mouvement dans la banlieue Sud de Paris. En 1962, il entre au comité directeur national du mouvement des anciens de Libération-Nord dont il assume la présidence en 1996, après le décès de Christian Pineau, qui en avait été le fondateur. Administrateur de l'Office national des anciens Combattants et Victimes de guerre (ONAC), membre du bureau du Comité d'action de la Résistance, Charles Pot est décédé le jeudi 4 octobre 2007.

Officier de la Légion d'honneur, Charles Pot était notamment titulaire de la croix de guerre 1939-1945, de la croix du combattant volontaire 1939-1945 et de la croix du combattant volontaire de la Résistance.

Le vendredi 12 octobre, lors de la cérémonie d'obsèques en l'église Notre Dame de Clignancourt dans le 18^e arrondissement de Paris, François Archambault, président de Mémoire et Espoirs de la Résistance, acheva son hommage en rappelant les qualités morales sur lesquelles il avait fondé son existence : «Humaniste ouvert, Charles Pot avait un esprit de tolérance, une générosité et une affabilité doublées d'un soupçon de "malice", où le mal aurait été banni ! [...] Spiritueliste, il reconnaissait toutes les religions et philosophies, pourvu qu'elles respectent l'Homme et sa Liberté».

Frantz Malassis

Mémoire et Espoirs de la Résistance (MER)

EN PROVINCE ET À PARIS.... SUR LES CHEMINS DE MÉMOIRE

Au cours des premiers mois de cette année 2008, la première des cérémonies de mémoire, à laquelle MER était présente, c'est celle du **14 janvier à Avrillé-les-Ponceaux (Indre-et-Loire)**. Une plaque, sur laquelle on pouvait lire : « Passant, pense à la Liberté, cette Liberté qu'on leur refusa », y a été dévoilée en présence des autorités municipales, du président François Archambault et de Vincent Audren, délégué départemental. Cette Liberté, si chère à Éluard, elle avait été refusée aux Tziganes venus d'Europe de l'est, aux Gitans venus d'Espagne et d'Afrique du Nord et aux communistes qui peuplèrent ce camp d'internement de La Morellerie créé en octobre 1939 et qui ne ferma qu'en novembre 1941.

Quelques jours plus tard, le **26 janvier**, Jacques Garcin, délégué départemental de l'Orne, inaugurerait une plaque à la mémoire d'un grand

Puis trois témoins : Bernard Bouveret, résistant-déporté et ancien passeur dans le Jura, Rachel Jaëglé, enfant cachée de la rue de Tlemcen du 19^e arrondissement de Paris, et Raymond Weite, chef du maquis de Morane, ont témoigné de leur parcours.

Fin mars, à Marennes Oléron (Charente Maritime) avant l'inauguration d'une exposition consacrée à la Résistance et à la Déportation au collège Jean-Hay, « des témoins de la Résistance en Charente Maritime et des déportés » et les élèves des classes de troisième se sont rencontrés, les uns pour évoquer leurs parcours tragiques au cours de ces années et les autres – adolescents attentifs et émus – pour prendre « conscience du mot patriotisme et du sacrifice de ceux qui ont voulu défendre leur pays et

la poésie d'Arthur Rimbaud, de François Villon et de Guillaume Apollinaire.

Puis à Dijon (Côte d'Or) la déléguée départementale de la Côte-d'Or et déléguée régionale de MER, Jeannine Calba, organisait son cinquième récital de Poésie avec son dynamisme coutumier.

Le 22 avril à Amboise (Indre-et-Loire) a été inauguré au lycée Léonard de Vinci, une double exposition sur la Déportation et la Résistance, suivie dans la soirée d'une conférence-débat à la salle des fêtes, où se sont retrouvés à l'initiative de l'association Mémoire et Espoirs de la Résistance, des Amis de la Fondation pour la mémoire de la Déportation, et de l'Amicale Centre-Ouest du camp de concentration d'Oranienbourg-Sachsenhausen, des résistants, déportés et des sympathisants. Les débats



Jacques Jamain évoque devant des élèves son parcours et celui de sa famille dans la Résistance et la Déportation.



Quelques moments forts de ce dixième récital de Poésie et de Chanson de la Résistance en l'Hôtel national des Invalides
1 - Les élèves du lycée Blomet ont récité des textes avec émotion.
2 - L'ambassadeur de France Stéphane Hessel a ravi le public en récitant des poèmes d'Arthur Rimbaud, de François Villon et de Guillaume Apollinaire.



résistant-déporté et évadé André Rougeyron, agent du réseau Comète. Cet ancien combattant de la Grande Guerre avait pendant l'occupation sauvé de nombreux aviateurs alliés avant d'être arrêté puis déporté à Buchenwald dont il s'évadait.

Le 8 février 2008 à Dijon (Côte d'Or), dans l'amphithéâtre Aristote de l'université de Bourgogne, boulevard Gabriel, se déroulait la présentation du Concours national de la Résistance et de la Déportation, dont le thème de cette année portait sur « l'aide aux personnes persécutées et pourchassées pendant la Seconde Guerre mondiale : une forme de résistance ». Organisé par Jeannine Calba, déléguée régionale de MER, en coopération avec le service départemental de l'ONAC, cet après-midi fut à la fois pédagogique et conviviale grâce à la présence de plus 500 élèves et leurs professeurs, et pleine d'émotion avec la participation de nombreux résistants-déportés. Au cours de cette séance Hervé Guillemet, professeur d'histoire mis à disposition de la Fondation de la Résistance, a rappelé les différentes formes d'aide apportées aux personnes persécutées et pourchassées et tracé les pistes de recherches et de réflexions ainsi que les divers aspects que les lycéens et les collégiens devaient explorer et aborder dans le cadre du concours.

la liberté ». Parmi les témoins présents notre délégué départemental Jacques Jamain, héritier d'une famille de résistants qui paya chèrement son engagement patriotique et preuve de cette affirmation de Geneviève de Gaulle : « On était souvent résistants par famille », Marie-Thérèse Gauthier, Roger Berteau.

Le mois d'avril, le mois du printemps, est aussi pour MER le mois de la poésie. Tout d'abord à Paris, le **10 avril**, où un beau soleil printanier était au rendez-vous, pour le **Récital annuel de Poésie et de Chanson de la Résistance** organisé dans le cadre prestigieux de l'Hôtel national des Invalides. Ce sont Jean-Pierre Levert, le club des Poètes de Marcelle et Jean-Pierre Rosnay et les Amis du poète Jean-Claude Diamant-Berger qui avaient choisi, avec les chansons et les poèmes récités par des artistes et des élèves du lycée Blomet, de nous faire rencontrer Éluard, Desnos, Aragon, Senghor, Diamant-Berger... Après que *L'affiche rouge* et *La complainte du partisan* furent chantées à la guitare par René Bellaïche, les poèmes de Jean-Claude Diamant-Berger récités à deux voix et que Paul Athanase, résistant, nous eut délivré un poème de sa composition *Flamme de la Résistance*, à son tour Stéphane Hessel, résistant-déporté et ambassadeur de France, nous a fait voyager dans

de cette soirée se sont articulés autour de six intervenants : M^{me} Aude Yung de Prévaux, orpheline de deux résistants fusillés, le D^r Pierre Gandet, ancien du maquis Conty-Freslon, François Archambault, président de MER, Raoul Dhumeaux, ancien déporté du camp de Mauthausen, Paul Jamain, ancien déporté du camp d'Oranienbourg-Sachsenhausen, et Dany Tétot, président de l'AFMD.

C'est le jour de la Saint Georges, le **23 avril**, qu'à Paris avec nos amis de la *Royal British Legion* nous nous sommes retrouvés aux pieds des statues du général de Gaulle et de Winston Churchill pour fêter l'amitié franco-britannique, forgée depuis plus d'un siècle, en particulier lors des combats des deux guerres mondiales. Une conviviale soirée au siège de la *Royal British Legion* suivait cette cérémonie.

Courant mai, nos délégations des Landes, de Touraine, de Charente Maritime et de la Côte d'Or participaient pour les uns aux corrections des copies d'élèves du dernier Concours national de la Résistance et de la Déportation et pour les autres à la remise aux lauréats de ce concours, de diverses récompenses dont en particulier des DVD « Parours de résistants » édités par notre association. ●

Jean Novosseloff
Secrétaire général de MER

Les prochaines manifestations de MER

► Mardi 21 octobre à 16 heures :

À l'occasion du cinquantenaire de la Constitution de la V^e République aura lieu, au Conseil constitutionnel, autour du président Jean-Louis Debré, le colloque « Une République née des idéaux de la Résistance ».

► En octobre

Au Mans, le salon du livre la « 25^e heure du Mans » sera organisé par la municipalité avec la coopération de la délégation départementale de MER dans la Sarthe (Jacques Chesnier).

À Blois, le délégué régional de MER, Jean-Philippe Desmoulières participera aux « Rendez-Vous de l'histoire »

► Samedi 15 novembre à 14 heures :

À Paris, se tiendront les cinquièmes « rencontres et dédicaces du livre résistant » à la Fondation de la Résistance – 30, boulevard des Invalides – Paris VII^e.

La collection de DVD de MER s'agrandit

À l'occasion du colloque sur le thème de la « Résistance familiale et quotidienne » organisé le jeudi 21 février au Mémorial Leclerc-Musée Jean Moulin, nous avons édité notre 16^e DVD. Y figurent les interventions de : **Rachel Jaëglé**, enfant caché, **Michèle Agniel**, du réseau d'évasion Bourgogne, **André Fournier**, jeune carabin, **Angilbert de Franssu**, jeune exploitant agricole, **Robert Pelletier**, résistant lycéen, **Raymond Aubrac**, le symbole même du résistant, **Christine Levisse-Touzé** rapportant la résistance d'une famille de gardien de l'Hôtel national des Invalides, **Frédérique Neau-Duffour** racontant Geneviève de Gaulle, **Joëlle Boyer** évoquant le réseau Marcel, **Marie-Claire Dumas** parlant du poète Robert Desnos, et **Jean-Pierre Levert** faisant revivre la Résistance des parents et élèves d'un lycée de Paris pendant l'occupation – et celle d'**Odette Christienne**, adjointe au maire de Paris chargée de la Mémoire, du monde combattante et des archives, qui avait ouvert cette réunion.

Le site Internet de MER: memoresist.org

L'intérêt principal de ce site est la communication avec les internautes passionnés par les sujets liés à la Résistance. Il ne se passe guère de jour sans demandes de renseignements de descendants de résistants ou de déportés-résistants, ainsi que de personnes faisant des recherches historiques.

Nous continuons à ajouter de courtes biographies de résistants (1 727 fiches aujourd'hui comportant plus de 10 000 noms) et des références de travaux universitaires sur la période 1939-1945 (aujourd'hui 3 419 fiches).

En mars 2008 nous avons recensé 5 022 visiteurs uniques soit 25 % de plus qu'en février.

Adhésion :

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à « Mémoire et Espoirs de la Résistance » ! Cotisation 30 € (incluant l'abonnement à « Résistance et Avenir »), déductible de l'impôt sur le revenu.

- Chèque à libeller à « Mémoire et Espoirs de la Résistance », Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18 place Duplex, 75015 Paris
- Tél./Fax : 01 45 66 92 32
- Courriel : memoresist@m-e-r.org
- site internet : www.memoresist.org



- 1 - Le monument, œuvre du sculpteur Watkin.
- 2 - Les élèves de la chorale du lycée Voltaire interprètent *Le chant des marais*.
- 3 - L'allocution de François Perrot, président de l'UNADIF et administrateur de la Fondation de la Résistance.

CÉRÉMONIE À LA MÉMOIRE DES ÉTUDIANTS RÉSISTANTS

Comme tous les ans, à la même époque, MER a organisé le 15 mai la cérémonie traditionnelle à la Mémoire des étudiants résistants tués, dans les jardins du Luxembourg, devant le très beau bronze de Watkin. En prologue à cette manifestation et à la mémoire des jeunes étudiants qui furent intégrés au commando du lieutenant de vaisseau Philippe Kieffer, **Tristan Cézard**, élève de terminale au lycée Voltaire, a exécuté un *Lamento* à la cornemuse. En effet c'est au cœur des Landes écossaises, près d'Achnacarry petite bourgade au cœur des Highlands, qu'une centaine de jeunes français comme Daniel Coppin, 21 ans, Jean Couturier 19 ans, Gwenn-Aël Bolloré 17 ans, va s'entraîner afin de débarquer à Ouistreham le 6 juin 1944 au son de la cornemuse de lord Lovat.

Bien que la présence des autorités sénatoriales, ministérielles et universitaires, marque l'importance de l'événement, le public était peu nombreux, bon nombre d'adhérents et de résistants n'ayant pas réussi à braver les embarras de Paris, conséquence d'une grève bloquant la circulation dans la capitale. De même, les jeunes élèves de la chorale du lycée Voltaire et leur professeur, ont rencontré des difficultés à rallier le Luxembourg et sont arrivés après le début de la cérémonie. Ceux du lycée Buffon n'ayant pas rencontré de manifestation étaient à l'heure. C'est ainsi qu'ils ont remplacé au pied levé leurs camarades retardés, interprétant *Le chant des partisans*, sans le professeur de musique. Celui-ci et ses élèves arrivant en cours de la cérémonie, le protocole a été adapté pour tenir compte du travail de préparation fourni par les élèves pour cet événement, en particulier *Le chant des marais* en mémoire

des étudiants déportés, et la lecture de deux poèmes : *Couplets de la rue Saint Martin* de Robert Desnos par **Louise Haupais** et *Bretagne* d'Eugène Guillevic par **Brunhild Corfu**. Enfin, **Félix Frankel** du lycée Buffon lut la lettre de Jacques Baudry à ses parents le 8 février 1943 jour de son exécution.

François Perrot, résistant-déporté, a prononcé l'éloge à la mémoire de ces étudiants résistants tués. Après avoir rappelé dans son allocution que beaucoup d'entre eux ont pratiqué tout d'abord une résistance individuelle, il indiqua que bon nombre d'entre eux furent des gaullistes instinctifs comme Marcel Jullian ou des gaullistes immédiats comme André Frossard. Puis il précisa que les étudiants furent à l'initiative des manifestations symboliques comme celle du rassemblement à l'Arc de Triomphe le 11 novembre 1940. Que d'émotion enfin lorsqu'il raconte son arrestation le 19 mars 1943 par la *Gestapo* lié à sa sœur Jeanne par de solides menottes avant qu'il ne soit déporté !

Quatre gerbes ont ensuite été déposées au pied du monument par **Jeanne Boucourechliev-Bayet** et **François Archambault** pour MER, **Marcjanna Marcinkowski-Couturier** pour Libération Nord, **Maurice Quenet**, recteur de l'Académie de Paris, et le **sénateur Didier Boukaud**, représentant le président du Sénat.

Après la sonnerie aux Morts exécutée par deux clairons et un tambour de la Garde républicaine, la reprise de *La Marseillaise* fut entonnée par la cinquantaine d'élèves enfin rassemblés, les personnalités et le public présent. ●

François Fouré
Secrétaire général adjoint de MER



Photos Marc Finalet

Association pour des Études sur la Résistance

LE MUSÉE VIRTUEL DE LA RÉSISTANCE (1940-1945), UN SITE QUI SE VEUT FÉDÉRATEUR

Un projet à dimension multiple

Comme dans un musée réel, le Musée virtuel de la Résistance propose, dans sa version définitive :

Une exposition permanente présentant la diversité de la Résistance à partir des traces qu'elle a laissées. Elle s'organise autour de trois axes : la Résistance extérieure (France Libre...), la Résistance en France et ses déclinaisons régionales.

Chaque espace d'exposition permanente s'articule autour d'une arborescence thématique introduite par un texte contextuel court. À partir de là, des documents de tous types (papier, objet, son, film) sont présentés avec leur notice : titre, légende, date, source, droits, descriptif matériel, analyse (descriptif, histoire du document, interprétations éventuelles...), contexte historique, outils (zoom, imprimer, album...)...

Des espaces d'expositions thématiques complémentaires de l'exposition permanente ouverts aux partenaires ; il est prévu entre autres, l'élaboration d'une exposition thématique sur le Mont-Valérien en partenariat avec la direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives (DMPA), dans le cadre de leur projet de valorisation du lieu.

Un centre de documentation pour rendre accessibles directement toutes les ressources du Musée virtuel, mais aussi des partenaires qui le souhaitent :

- Médiathèque : base de données de l'ensemble des documents présents dans le site,

- Salle de consultation : base de données d'états sommaires des fonds d'archives sur la Résistance, des travaux de référence, des ressources multiples créées pour le Musée virtuel mais aussi au sein d'autres structures (supports pédagogiques, outils méthodologiques, brochures, articles, sites Internet...). L'idée est de faire connaître ces ressources et éventuellement les mettre à disposition des partenaires intéressés.

Un espace pédagogique où sont proposés au monde de l'Éducation (élèves, enseignants...) des outils complémentaires à ceux existant déjà dans les musées, centres d'archives, fondations..., ou sur Internet, en lien direct avec les documents présentés dans le Musée virtuel :

- des modules d'analyse d'image et leurs dossiers pédagogiques permettant à l'internaute d'aborder le thème traité de façon approfondie. Ces modules seront disponibles pour tous (grand public, scolaires...) dans l'espace d'exposition. Ils seront également accessibles par l'espace « pédagogie » avec en plus, des outils de travail



à disposition des enseignants (dossier pédagogique...).

- des ateliers de création, exploitables depuis l'espace pédagogique, proposeront aux élèves de travailler sur les documents de la Résistance en utilisant toutes les ressources de l'outil multimédia, de manière interactive et ludique.

Parmi les ateliers envisagés : la réalisation d'un tract clandestin, la récupération d'un container, la fabrication de faux papiers, les filières d'évasion.

- une frise chronologique interactive donnant en permanence au visiteur des grands repères.

- un atlas : répertoire de cartes contextuelles sur le sujet, interactives ou pas.

- le bloc-notes : outil de sélection des documents lors de la visite, que l'internaute peut enregistrer et retrouver à tout moment, classer et annoter dans des dossiers...

Ces supports sont établis par des pédagogues travaillant bénévolement dans le réseau AERI (enseignants à la retraite ou en activité, associations comme l'APHG, réseau CRDP-CDDP...), ou mis à disposition par les partenaires du projet (services pédagogiques des musées ou centres d'archives, enseignants détachés de l'Éducation nationale dans le cadre de leur mission...).

Où en est le projet ?

À l'initiative du projet avec le Musée de la Résistance nationale (MRN), l'AERI est le maître d'ouvrage opérationnel du Musée virtuel, elle le gère et l'anime dans toutes ses phases de réalisation et de fonctionnement. Des équipes locales travaillent en partenariat avec l'AERI. Pour l'instant, trois projets ont démarré : les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Île-de-France et le département de la Drôme.

1- Écran d'accueil du musée virtuel de la Résistance.

2- Écran d'accueil de l'exposition Île-de-France.

3- Écran de la Médiathèque.



Le projet est porté par la Fondation de la Résistance, maître d'ouvrage institutionnel pour l'ensemble de l'opération. Le maître d'œuvre est Carré multimédia, société d'édition multimédia dans les domaines scientifiques, culturels, éducatifs et ludo-éducatifs.

Compte tenu de l'ambition de l'ensemble du projet, il a été décidé de procéder par étapes, avec en premier lieu la réalisation d'un prototype prenant l'exemple de la libération en Île-de-France. Cette version permet de disposer d'un site témoin comportant les premières fonctionnalités du site définitif (la page d'accueil du musée, un espace d'exposition consacré à la libération de l'Île-de-France, la médiathèque...). Elle a été présentée aux partenaires le 12 mars. Ce site permet de présenter un premier ensemble historique et culturel cohérent, le retour d'expériences favorisant la réalisation optimale du site d'ensemble, tant pour sa version nationale que pour ses versions régionales.

Le travail des prochains mois est de développer les différents types de partenariat en renforçant, entre autres, l'idée de site portail pour tous ceux qui travaillent sur le sujet : présentation de certaines collections et archives, mutualisation de ressources, mise à disposition d'espaces d'expositions virtuelles, de vitrines pour les partenaires qui le souhaitent, etc.

Parallèlement, une réflexion est lancée sur les traitements pédagogiques possibles du futur site.

nce Intérieure (AERI)



De nombreux partenaires nationaux soutiennent déjà le projet

De nombreux partenaires nationaux soutiennent déjà le projet, notamment: la direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives (ministère de la Défense, DMPA), la direction des Musées de France (ministère de la Culture), l'Office national des anciens combattants (ONAC), l'Union des

Blessés de la face et de la tête, la Fondation Charles de Gaulle, le Comité d'Action de la Résistance (CAR), l'Association des professeurs d'Histoire-Géographie (APHG), le musée de l'Ordre de la Libération, le musée de l'Armée, le Centre régional Résistance et Liberté de Thouars, les Archives nationales, les Archives de la Préfecture de Police de Paris, la Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine (BDIC), l'Institut national de

l'audiovisuel (INA), le Service historique de la Défense, l'Institut d'études politiques de Grenoble, etc.

Le souhait du Musée virtuel est de donner la priorité au document en suscitant chez le visiteur, grâce à des outils de compréhension, la curiosité et par là-même l'esprit critique.

Enfin, l'ambition du projet est de faire de ce Musée virtuel, le site portail pour tous ceux qui s'intéressent à la Résistance. ●

FORMER À LA CITOYENNETÉ, EN LIEN AVEC LES VALEURS DE LA RÉSISTANCE: L'OPÉRATION SE POURSUIT ET SE DIVERSIFIE

L'opération pédagogique «Valeurs de la Résistance, valeurs des jeunes aujourd'hui» se consolide avec la participation, durant l'année scolaire 2007-2008, de 115 classes. Plus de 10 000 jeunes ont été touchés depuis 2002 et des rendez-vous sont déjà pris pour la rentrée prochaine. L'AERI intervient ainsi auprès d'un public très varié, du CM2 au lycée général, technique ou professionnel, des zones d'éducation prioritaire (ZEP) aux Maisons familiales rurales, dans toute la France.

Forte du succès de cette opération, l'AERI, tout en continuant son travail de terrain, forme aujourd'hui des animateurs-relais. Cette stratégie est devenue une nécessité afin de diffuser son savoir-faire au plus grand nombre et de constituer un plus vaste réseau de participants.

À ce titre, l'AERI a formé une trentaine de délégués à la Mémoire combattante (DMC) de l'ONAC, ce qui a permis en 2007-2008 de faire participer un nombre de classes équivalent.

Les DMC sont donc de bons relais et innovent avec de nouveaux publics: pour la première fois, l'opération «Valeurs de la Résistance, valeurs des jeunes aujourd'hui» a été cette année initiée auprès de jeunes adultes atteints de déficience intellectuelle, à l'IME (institut médico éducatif) «Val Lorie» à Saint-Herblain. Cette action, très enrichissante pour tous, a vu le jour grâce à Valérie Balluais, de l'ONAC en Loire-Atlantique.

Les jeunes, préparés par les enseignants spécialisés de la structure, ont écouté attentivement le témoignage d'André Gaillard de l'Association

nantaise «Les relais de la Mémoire» et lui ont posé de nombreuses questions. Guy Crété, psychosociologue travaillant à l'AERI, les a aidés, dans une seconde intervention, à formuler leurs valeurs... Finalement, certains jeunes de l'IME Val Lorie ont décidé de servir des repas à des personnes sans-abris dans le cadre de leur apprentissage en hôtellerie, d'autres ont choisi d'aider les enfants malades. Un bel engagement, à suivre...

Un forum, sur le site internet de l'AERI (<http://www.aeri-resistance.com>), permet aux participants de l'opération et aux visiteurs, de mettre en ligne des comptes-rendus et de s'informer des actions menées dans d'autres classes. Une rencontre nationale s'est tenue le 23 mai à Paris.

Actualités de l'AERI

- Le CD-Rom sur la Résistance dans le Cher est paru en juin. Sa présentation officielle a eu lieu aux Archives départementales à Bourges le 11 juin dernier.
- Les prochaines parutions de CD-Roms dans la collection «Histoire en Mémoire - 1939-1945»: **la Résistance dans les Landes, la Haute-Garonne, la Charente-Maritime.**
- En mai, l'AERI a signé une convention de partenariat avec le Maitron pour le projet de Dictionnaire des fusillés et exécutés en France pendant l'Occupation.

Renseignements

Pour toute information, contacter l'AERI (association loi 1901 d'intérêt général) Association pour des Études sur la Résistance Intérieure, affiliée à la Fondation de la Résistance

- Siège social et bureaux: 16-18 place Duplex 75015 Paris
- Tél.: 01 45 66 62 72
- Fax: 01 45 67 64 24
- Courriel: contact@aeri-resistance.com
- Site internet: www.aeri-resistance.com

VIENT DE PARAÎTRE

La présence de ces titres dans «vient de paraître» ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informés les abonnés de «La Lettre», des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre.

Expier Vichy. L'épuration en France 1943-1958.

Jean-Paul Cointet.

Perrin, 522 p., 24.80 €.

Le débarquement de Provence. Sous la direction d'Antoine Champeaux et Paul Gaujac.

Préface du général d'armée Bruno Cuhe, chef d'état major de l'armée de terre.

Actes du colloque international organisé à Fréjus les 5, 6 et 7 octobre 2004 au centre d'histoire et d'études des troupes d'outre-mer. Lavauzelle, 550 p., 30 €.

Les chemins de la mémoire. Soixante cinq ans au service social de la Résistance.

Docteur Angelin German,

«Toubib des maquis du Var».

Compte d'auteur, 324 p., 15 €.

On peut commander ce livre auprès de l'auteur (1010, avenue du pont Aups - 83300 Draguignan).

Tom Morel, héros des Glières.

Patrick de Gmeline.

Préface de Nicolas Sarkozy,

président de la République.

Presse de la Cité, 334 p., 21 €.

Une abominable époque.

Journal d'une Australienne en France 1940-1941.

Christine Morrow.

Préface de Robin Adamson,

université d'Australie-Occidentale.

Traduit de l'anglais

par Sylvie Pomiès-Maréchal.

Éditions Privat, 222 p., 17 €.

Le réseau Carte. Histoire d'un réseau de la Résistance antiallemand, antigaulleiste, anticommuniste et anticollaborationniste.

Thomas Rabino.

Perrin, 398 p., 23 €.

20 ans en 1944.

Bernard Villette.

ABM éditions (01 64 06 93 18),

394 p., 40 €.

Dans ce récit Bernard Villette

(aujourd'hui disparu) évoque son passé de résistant, diffuseur du journal *Défense de la France* et membre du corps franc Liberté, mais aussi sa déportation. Après son arrestation en juin 1944 dans un maquis de Sologne, il est déporté à Dachau puis à Nekarelz-Neckargerach.

À LIRE

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique «Nous avons lu».

Françoise est occupée...

Moi aussi !

Jean Chauvin

Éditions La Simarre,

(02 47 53 53 66) 180 p., 20 €

Le Dr Jean Chauvin, qui fut président de l'Association d'Études sur la Résistance en Indre et Loire (ERIL) et qui est toujours délégué pour la Touraine du mouvement Libération-Nord, vient de publier un livre illustré, avec de nombreuses photos, intitulé «Françoise est occupée... Moi aussi!».

Il s'agit de l'histoire d'un magazine féminin paru pendant la guerre en Touraine. Le Dr Chauvin, à partir de ce thème, retrace à la fois l'histoire des femmes sous l'occupation et celle de la presse tourangelles. Ce médecin, qui fut résistant à Libération-Nord alors qu'il était étudiant, est un grand spécialiste de la photo historique, voire clandestine. L'auteur saisit l'occasion pour décrire la renaissance de la presse à la Libération à Tours.

François Archambault

Chronique d'un pilote ordinaire. Qui avons-nous sauvé ? Qui avons-nous tué ?

Paul-Henry Chombart de Lauwe.

Préface de Marie-José Chombart de Lauwe.

Éditions du Félin (01 44 64 11 50),

collection Résistance Liberté-Mémoire,

2007, 220 p., 19.90 €.

C'est un beau récit autobiographique qui vient de paraître aux éditions du Félin : *Chronique d'un pilote ordinaire. Qui avons-nous sauvé ? Qui avons-nous tué ?*, récit où se retrouvent à la fois l'action et les réflexions de l'auteur Paul-Henry

Chombart de Lauwe. Son épouse Marie-José, aujourd'hui présidente de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, a préfacé de fort belle manière le livre de celui dont elle a partagé les engagements humanistes et les valeurs fondatrices de la Résistance pendant cinquante ans.

Paul-Henry né en 1913, étudiant aux Beaux-Arts, fut l'un des élèves de Marcel Mauss «le père de l'ethnologie française», passionné d'aviation et pilote émérite, il effectua à 22 ans une première mission au Nord Cameroun. La guerre va contrarier ses projets et lui ouvrir à la fois une période de déchirements – la débâcle de 1940 – et d'espérances – Uriage, la Résistance et les combats pour la Libération. C'est entre 1939 et 1945 que Paul-Henry rédige au présent des notes, objet du livre qui vient de paraître. Notes qui sont le récit au quotidien de son itinéraire d'Uriage vers l'Espagne, des écoles de pilotage à la vie dans un groupe de chasse et qui traduisent l'inquiétude de cet humaniste sur l'avenir de la France et du monde, au regard des drames engendrés par le nazisme, dont il avait pris connaissance en Allemagne avant la guerre.

Dans la première partie du livre, Paul-Henry évoque son séjour à l'École des cadres d'Uriage, ses rencontres avec des hommes d'exception comme Pierre de Ségonzac, Emmanuel Mounier, l'abbé Naurois, Paul Delouvrier... et bien sûr Hubert Beuve-Méry. Au cours de son passage dans ce «lieu de réflexion», où il met au point des questionnaires d'enquête sociale, comme toute une génération il restera marqué par Uriage, par le mouvement de pensée rencontré et l'idéal commun qui était aussi celui de ses compagnons. Cherchant un moyen d'action plus direct, il franchit les Pyrénées par une filière basque et espagnole et grâce à la solidarité échappe, avec son compagnon, aux prisons franquistes. Par Madrid avec l'aide des services secrets anglais il arrive enfin à Alger. C'est, pour le moins perplexe, qu'il sort d'une entrevue avec Giraud, avant de rejoindre le centre d'entraînement des pilotes de chasse de Taldá au Maroc, impatient de «devenir un pilote opérationnel pour le combat». Tombé sous le charme de ce pays, de ses coutumes, de ses paysages, et de ses hommes très vite «le résistant-humaniste Paul-Henry» y perçoit les contradictions de la présence coloniale française.

À l'heure où les Français débarquent en Corse, il va parfaire son entraînement dans les déserts américains, puis en Angleterre avant de rejoindre Alger pour se battre pour la Libération de la France, au sein d'une escadrille équipée des fameux *Spitfire*.

Dans la seconde partie de son livre de souvenirs, c'est la vie d'un groupe de chasse que le lieutenant, puis le capitaine Chombart de Lauwe relate : ses premières missions de guerre, ses patrouilles, ses vols de jour et de nuit, le dévouement des mécaniciens avec leur «débrouillardise à la française» et leur compétence rassurante pour les pilotes. Ce sont 175 missions de guerre que Paul-Henry accomplira au-dessus de la Corse, dans le ciel d'Italie, puis en France au-dessus de la Bourgogne, des plaines d'Alsace et enfin aux côtés des Alliés dans le ciel allemand.

Récit original et passionnant où il est moins question de grands exploits que de la vie au quotidien du résistant, du pilote, de ses multiples rencontres, de ses réflexions et des interrogations de ce futur grand sociologue.



1945 c'est une Europe en ruine et une France exsangue que l'on découvre du ciel : «Qui avons-nous sauvé ? Qui avons-nous tué?... Qu'avons-nous gagné ? et qu'avons-nous perdu?... à quel prix?... saurons-nous construire la paix?... voulons-nous créer?...» À ces interrogations c'est une belle réponse que nous offre cette grande figure morale dont le parcours après la guerre témoigne : «Des mots encore ? Non si nous savons ce que nous refusons et ce que nous voulons construire avec d'autres hommes».

Jean Novosseloff

LE COLLOQUE « FAIRE L'HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE » LYON LES 18 ET 19 MARS 2008

Ce colloque, programmé pour novembre 2007 et reporté en raison des grèves, s'est finalement déroulé les mardi 18 et mercredi 19 mars 2008. Il était organisé par la Fondation de la Résistance et l'Institut d'études politiques de Lyon (université de Lyon II), avec la participation du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation, qui gérait les inscriptions et l'accueil des participants, et de l'École normale supérieure lettres et sciences humaines dont le grand amphithéâtre a abrité les séances.

Dans le cadre de ses activités destinées à promouvoir la recherche historique sur la Résistance, la Fondation de la Résistance mène une politique scientifique de colloques bisannuels, qui se déroulent en région, sur des thèmes nationaux et avec la participation d'historiens français et étrangers. Le premier s'était tenu sur une journée en juin 2005 à Saint-Amand-Montrond (cf. les actes publiés aux Éditions électroniques de la Fondation). La préparation du second, plus ambitieux par sa durée (deux jours) et ses objectifs, a été lancée aussitôt après et s'est étalée sur deux années entières.

L'objectif était de prolonger la parution du *Dictionnaire historique de la Résistance* (chez Laffont, collections Bouquins), état des lieux de l'histoire de la Résistance en France pendant la Seconde Guerre mondiale, dont le millier d'articles et les 114 auteurs reflétaient la richesse des publications sur le sujet depuis soixante ans. Cette richesse historiographique nous a interrogés, apparaissant comme une des pistes de recherches futures pour mieux apprécier la place qu'occupe la Résistance dans l'histoire de notre pays et, comparativement, dans d'autres pays d'Europe. Le colloque « faire l'histoire de la Résistance » se voulait donc le premier à se pencher sur la nouveauté des moyens mis en œuvre, dès la libération, pour étudier un phénomène perçu alors comme posant des problèmes spécifiques aux historiens.

Le Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale, en particulier, a été une initiative sans précédent, par ses acteurs comme par ses moyens (notamment le réseau des correspondants régionaux, souvent eux-mêmes anciens résistants, et les enquêtes orales) qu'il était temps d'étudier, puisque trente ans nous séparent de la fin des activités du comité. Son existence et l'implication plus générale

des résistants eux-mêmes et de leurs associations dans l'historiographie de la Résistance ont soulevé dès l'origine la question de la relation conflictuelle entre histoire savante et mémoire des individus et des groupes, de la possibilité même d'une histoire du temps présent, des risques d'une « histoire officielle ».

À travers cette problématique, on s'est donc proposé de revisiter et de questionner l'affirmation courante selon laquelle on est passé progressivement « de la mémoire à l'histoire », de poser ainsi les jalons pour une étude dépassionnée des relations entre historiens et acteurs en histoire contemporaine et de la relation entre évolution historiographique et demande sociale.

La direction scientifique du colloque a été confiée à Laurent Douzou, professeur à l'Institut d'études politiques de Lyon (université de Lyon II) et membre du LARHRA UMR 5190, auteur d'une étude récente sur l'historiographie de la Résistance⁽¹⁾, qui s'est entouré d'un conseil scientifique pour la mise au point du programme⁽²⁾.

Le programme⁽³⁾ comportait une première journée traitant de l'échelon national. En matinée : l'histoire de la Résistance avant le travail du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale ; les projets, méthodes, publications du Comité ; la question des archives. Dans l'après-midi : les relations entre historiens et acteurs, les historiographies parallèles aux travaux du Comité (ouvrages de Noguères et Guérin, historiographie communiste), l'histoire de la Résistance vue des régions, les relations entre le Comité et l'Université.

La deuxième matinée abordait le travail historiographique dans les régions : le réseau des correspondants du Comité, puis des exemples d'acteurs historiographiques en région Rhône-Alpes (Alban Vistel ; les époux Silvestre, correspondants



▲ À la tribune : Pierre Sudreau, président de la Fondation de la Résistance (3^e en partant de la droite) entouré de Jacqueline Sainclivier, de Julien Blanc, de François Marcot, de Paule René-Bazin et du préfet Victor Convert.

Vue de l'assistance dans le grand amphithéâtre de l'École normale supérieure lettres et sciences humaines de Lyon. ▼



Photos Frantz Malassis.

du Comité dans l'Isère ; l'Association du maquis des Glières) et enfin, à titre comparatif, l'historiographie de la région toulousaine. Le colloque s'est clôturé sur une demi-journée consacrée aux comparaisons internationales : les historiographes anglo-saxons de la Résistance française ; les historiographies des résistances étrangères : Belgique, Allemagne, Italie ; enfin, l'historiographie de la résistance espagnole au régime franquiste.

Le prochain numéro de *La Lettre* consacrera une place importante à ce colloque, dont il est prévu de publier les actes en 2009. Mentionnons simplement qu'aux côtés d'universitaires français et étrangers – et au premier chef des membres du comité historique et pédagogique de la Fondation – sont intervenus deux anciens lauréats des contrats de recherche de la Fondation. Par ailleurs, les auditeurs étaient particulièrement nombreux (plus de 170) pour un colloque scientifique et très divers : chercheurs, enseignants de l'académie du Rhône, anciens résistants, grand public attaché à la connaissance de cette période. Dans l'auditoire s'équilibraient le public régional et les participants venus du reste de

la France, voire de l'étranger. Le colloque ne peut que confirmer la Fondation dans son intention de continuer à organiser ce type de rencontres en province, tant il est vrai que le profond ancrage local de la Résistance se retrouve dans l'écho qu'elle continue à susciter dans les régions. ●

Bruno Leroux

(1) *La Résistance, une histoire périlleuse*, Paris, Le Seuil, coll. Points-Histoire, série « L'Histoire en débats », 2005 (compte rendu dans *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 42, septembre 2005).

(2) Jean-Marie Guillon (professeur à l'université de Provence), Pierre Laborie (directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales), Bruno Leroux (directeur historique de la Fondation de la Résistance), François Marcot (professeur à l'université de Franche-Comté), Guillaume Piketty (directeur de recherches à l'Institut d'études politiques de Paris), Jacqueline Sainclivier (professeur à l'université de Rennes II).

(3) Le programme détaillé est consultable à la rubrique « colloques universitaires » du site Internet de la Fondation www.fondationresistance.org.



Vue de la façade
et du hall d'entrée
du Mémorial pour la Paix
de Caen.

LES JOURNÉES ANNUELLES DE LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE À CAEN LES 10, 11, 12 OCTOBRE 2008



© 2008 - Le Mémorial de Caen.

Nous vous rappelons que les journées annuelles de la Fondation de la Résistance se dérouleront à Caen les 10, 11, 12 octobre 2008. Le programme détaillé de ces journées vous a été communiqué avec *La Lettre de la Fondation de la Résistance* numéro 52 de mars 2008. Cette nouvelle note vous rappelle le déroulement de ces journées. Actuellement nous avons eu le plaisir d'enregistrer une centaine d'inscriptions. Vous trouverez à nouveau, avec ce numéro de *La Lettre*, le rappel du programme de ces journées et un bulletin d'inscription.

La journée du vendredi 10 octobre se déroulera à Caen. Les réunions se tiendront au Mémorial pour la Paix de Caen. Les hôtels retenus sont très proches du Mémorial. Le samedi 11 octobre nous irons en pèlerinage sur les plages du débarquement. Des informations vous seront fournies, tout le long de cet itinéraire, par des guides, dans chacun des cars. Nous évoquerons le débarquement canadien sur la plage de **Juno** et l'appui des **Forces Françaises Libres**. Nous présenterons le **retour du général de Gaulle** le 14 juin 1944 et les conséquences politiques. Nous nous arrêterons à Arromanches.

Nous visiterons le cimetière américain de Saint-Laurent-sur-Mer et nous présenterons le débarquement américain sur la plage d'**Omaha Beach**. Ce fut la plage la plus importante du débarquement puisque deux divisions américaines débarquèrent sur ce site. Ce fut aussi la plage la plus sanglante de toutes les plages de l'Opération **Overlord**. Cet événement tragique restera à jamais dans l'histoire de cette région. On se souvient également que c'est sur ces rivages que les Vikings débarquèrent au IX^e siècle. C'est en ces lieux que la guerre de 100 ans trouva son épilogue au XVI^e siècle.

Enfin la matinée du 12 octobre sera consacrée à la découverte de l'abbaye d'Ardenne, haut lieu de la Résistance. En effet un dépôt d'armes fut constitué au début de 1943 au profit de l'OCM et du réseau Centurie. Au cours de l'été 1944 des combats d'une extrême violence s'y sont déroulés durant lesquels des soldats canadiens furent exécutés.

Jacques Vico
Président de l'Union départementale
des combattants volontaires
de la Résistance du Calvados



Vue de l'abbaye d'Ardenne :
l'église abbatiale et le mur d'enceinte.



Vue aérienne
du cimetière américain
de Saint-Laurent-sur-Mer.